Revivez #LaREF23 - "#UneCertaineIdee...À la recherche de l’État perdu"

Publié le 22 septembre 2023

Avec Thomas Cazenave, David Lisnard, Pascal Perrineau, Agnès Verdier-Molinié, Boris Vallaud et animé par Christophe Jakubysyn.

Verbatim

Pascal Perrineau : "*Nous n'avons pas perdu l'Etat, mais un certain Etat s'est perdu.*"

"*Les dépenses publiques n'ont cessé de progresser, elles représentent aujourd'hui 58,2 % du PIB.*"

"*Les prélèvement obligatoires n'ont eux aussi pas cessé de progresser. Le déficit public représente aujourd'hui environ 5 % du pays contre une moyenne de 3 % dans la zone euro. Quant à la dette publique, elle a explosé et atteint aujourd'hui 114 % du PIB.*"

"*Cette puissance publique extrêmement importante n'est pas toujours très efficace. En matière d'éducation par exemple, la performance est peu élevée.*"

David Lisnard : "*Les communes ont obligation à être excédentaires en termes de budget. Les maires ne veulent pas être des quémandeurs de l'argent de l'Etat.*"

"*Une des clés de la performance publique est de mieux satisfaire l'usager, le contribuable et le fonctionnaire.*"

"*Il faut une puissance publique à la bonne place, trop d'administration tue le service public.*"

"*Les dépenses des collectivités territoriales, c'est environ 12 % de la dépense publique, c'est moins que la moyenne de la zone euro.*"

"*C'est l'Etat qui est l'enfant malade de la puissance publique française, il doit se recentrer sur ses missions.*"

"*Plus l'Etat élargit son champ d'action, moins il est capable d'assumer sa mission.*"

Agnès Verdier-Molinié : "*Aujourd'hui, les entreprises paient à l'Etat 157 milliards de plus que la moyenne de la zone euro.*"

"*L'essentiel des aides perçues par les entreprises sont des crédits d'impôts et des allégements de charges, c'est ce qui leur permet de survivre.*"

"*Il faut une vraie baisse de la pression sur nos entreprises.*"

"*Chaque fois que l'on dit les autres pays donnent plus d'aides que nous, on se trompe, car les autres pays ne taxent pas pour ensuite distribuer des aides.*"

"*Si on veut gagner la bataille de l'emploi, cela se joue sur la baisse massive des impôts de production.*"

"*Chez nous, on préfère taxer au moment où l'on produit ! Le chantier est énorme.*"

Boris Vallaud : "*S'il y a un acteur qui n'a pas été abandonné par la puissance publique et les dépenses publiques, c'est bien l'entreprise.*"

"*Le niveau de dette d'aujourd'hui arrive après une crise sans précédent, la question maintenant est qui va payer ?*"

"*L'Etat se perd de plusieurs manière. Il se perd quand il pense qu'il est une entreprise. Il suffit de voir le modèle de l'hôpital.*"

"*L'Etat se perd quand il cesse de défendre l'intérêt général.*"

"*Le devoir de l'Etat, c'est aussi de protéger.*"

David Lisnard : "*Il faut supprimer les aides aux entreprises, mais baisser considérablement les prélèvements sur les entreprises.*"

"*Quand on parle du déficit de l'Etat, il faut le regarder par rapport aux recettes de l'Etat.*"

"*La dépense publique, c'est comme une drogue, il va falloir des cures de désintoxication, sinon on va dans le mur.*"

"*On va payer très, très cher le quoi qu'il en coûte.*"

Agnès Verdier-Molinié : "*Une aide, c'est une sorte de fourre-tout, mais c'est très majoritairement des baisses d'impôts et des baisses de charges, pas des subventions.*"

"*Notre Etat s'est perdu dans le social et dans l'idée de financer l'inactivité, le surcoût est payé par les entreprises de France.*"

"*Quand va t-on faire une vrais réforme pour dire que tout ceux qui bénéficient des aides sociales retournent vers l'emploi, comme cela se fait en Europe du Nord.*"

"*Si on veut dessiner l'Etat de 2053, ce serait un Etat qui ne serait pas inféodé à la sécu !*"

Boris Vallaud : "*L'essentiel des dépenses sociales, ce n'est pas le RSA, mais l'assurance maladie, la retraite, la dépendance.*"

"*Le coût de la non prise en compte de la santé mentale, c'est 110 milliards en France.*"

David Lisnard : "*L'Etat doit intervenir en subsidiarité. Aujourd'hui, l'Etat crée du déterminisme social.*"

"*Toute la clé, c'est la dialectique entre l'égalité et la liberté, on est allé beaucoup trop loin dans l'égalité.*"

"*Il faut un Etat qui arrête d'emmerder les Français et qui arrête de subventionner, car la subvention crée de la connivence.*"

Pascal Perrineau : "*Il faut un Etat davantage modeste et pas un Etat qui cherche a tout faire. L'Etat est aujourd'hui persuadé qu'il peut légiférer sur tout. Il doit revenir sur ses fondamentaux.*"

"*Il faut un Etat qui ne soit plus une "big mother", qui a transformé le citoyen en consommateur toujours en colère.*"

"*L'Etat doit se recentrer sur le régalien et cesser de faire intrusion dans nos vies privées.*"

"*Cette évolution ne va pas être facile. Il faut faire avec la société française telle qu'elle est et non pas telle qu'on la rêve.*"

Pour aller plus loin

Né au cœur du Moyen Âge, l'État a été l'objet d'une construction lente qui a traversé plusieurs régimes. Sous la Révolution, et plus encore sous l'Empire, il a développé son poids et son rôle. La période d'après-guerre, avec l'avènement de l'Etat providence, a ensuite marqué son apogée. Les années 80, avec le succès grandissant des idées néo-libérales, sont venues mettre un frein à cet essor du rôle de l'Etat, avant que la pandémie et la crise qu'elle a générée ne signent son grand retour avec le « *quoi qu'il en coûte* ». Les multiples enjeux de sécurité et de protection des citoyens ont replacé l'Etat au centre du jeu et les conséquences de la guerre en Ukraine ne font que confirmer cette tendance.

On le voit, la place et le rôle de l'Etat dans la société ont constamment évolué en réponse aux besoins changeants de la population, aux avancées technologiques et aux défis mondiaux. L'Etat est ainsi sans cesse confronté à une double mission contradictoire : imposer sa vision de l'intérêt général et son monopole des moyens de la mettre en œuvre, tout en protégeant les individus contre les débordements de ce monopole.

Souvent critiqué et remis en cause parce qu'il est lourd et coûteux, l'Etat est pourtant globalement accepté par les Français. Sans l'État, on a en effet du mal à imaginer ce que pourrait être la France. Comme l'écrivait le Général de Gaulle, « *l'Etat répond de la France, et est en charge, à la fois, de son héritage d'hier, de ses intérêts d'aujourd'hui et de ses espoirs de demain* ».

Face aux bouleversements qui se profilent sur l'échiquier mondial, comment l'Etat français va-t-il devoir évoluer ? Comment peut-il préserver sa souveraineté et a-t-il encore les moyens de ses ambitions ?

Comment va-t-il notamment falloir repenser l'Etat-providence ?

Sortir ou pas de l'Etat-providence ?

La création de l'Etat-providence, dont la France est sans conteste championne du monde, a été le prétexte d'une intervention tous azimuts de la puissance publique. Mais Il présente aujourd'hui des signes évidents d'obsolescence et doit être repensé. Selon certains analystes, « *le si coûteux État-providence à la française ne fonctionne plus et la préférence nationale pour un traitement social de tous les maux du pays, qui perdure depuis quarante ans, n'apporte plus aucune perspective aux populations concernées comme en témoignent les récentes émeutes et avant elles la crise des gilets-jaunes* ». Pourtant, une récente étude de l'Insee montre au contraire que l'Etat-providence est bien plus efficace qu'on ne le croit. Alors, qui croire ? Et comment résoudre ce paradoxe qui voit les Français, d'une part, critiquer très sévèrement un Etat jugé trop coûteux et, d'autre part, en attendre toujours plus et exiger de meilleurs services publics ?

A plusieurs reprises, le président de la République a évoqué la nécessité de « *construire l'Etat-Providence du XXIe siècle, émancipateur, universel, efficace, responsabilisant, couvrant davantage, protégeant mieux* ». Vaste programme d'autant que la nécessité d'assainir les finances publiques imposera sans nul doute des contraintes sévères et des choix stratégiques. De nouvelles règles vont devoir être adoptées. Il ne s'agit pas de créer ex nihilo un nouvel édifice de protection sociale, mais de transformer intelligemment notre système, qui a montré son efficacité, mais qui aujourd'hui se trouve confronté à de nouveaux défis. Ce nouvel Etat-providence doit-il garantir une plus grande liberté au marché ou au contraire intervenir plus qu'il ne fait aujourd'hui dans la redistribution des richesses ? A tous les Français d'en débattre collectivement, mais quoi qu'il en soit il apparaît urgent de redéfinir les rôles de l'Etat et du marché.

Etat-entreprises : une relation win-win ?

La relation entre le marché et l'Etat n'en finit pas d'animer les économistes. Pour les libéraux, le marché est roi et reste le moyen de régulation le plus efficace. Pour les keynésiens l'intervention de l'Etat est nécessaire pour encadrer et compléter le marché et pour promouvoir la justice sociale. Tout au long du XXe siècle, et notamment après la Seconde Guerre mondiale, l'État a joué un rôle majeur dans la régulation des activités des entreprises. Un changement de paradigme est apparu dans les années 80 avec l'accélération de la mondialisation qui a contraint les Etats à laisser une plus grande marge de manœuvre aux entreprises. La crise financière de 2008, puis la pandémie ont débouché sur le retour de l'interventionnisme étatique, afin d'éviter les faillites et la montée du chômage. Qu'en sera-t-il dans 30 ans ? Et quel sera alors la nature de l'interventionnisme de l'Etat ? Joseph Stiglitz, par exemple, plaide pour un interventionnisme renforcé, en s'appuyant sur l'exemple de la Chine. Milton Friedman voit au contraire dans la liberté économique la clé du développement. A qui l'avenir donnera-t-il raison ? Comment les entreprises et l'Etat peuvent-ils construire une relation win-win pour aller ensemble de l'avant ?

Bien sûr la relance de notre pays implique un rétablissement en profondeur des services régalien de l'Etat : santé, sécurité, justice, mais le soutien aux entreprises, et notamment aux TPE-PME, est tout aussi indispensable pour permettre à la France de mettre sur orbite les champions de demain.

Au milieu de la crise actuelle, économique, financière et sociale, la France a toujours besoin d'un État au service de l'intérêt général et de la cohésion sociale. Un Etat qui sache également fixer un cap dans la compétition internationale. Alors, quels seront la place et le rôle de l'Etat dans trente ans ? Le prédire avec précision est difficile, car cela dépendra de nombreux facteurs économiques, politiques, technologiques et sociaux, qui évolueront au fil du temps.